

Agence mondiale antidopage (AMA)

A juste raison, de plus en plus de voix ne font pas confiance à l'instance

Académie de pharmacie (France) – L'AMA : le non-sens en action ?



« C'est une décision passée quasi inaperçue que dénonce l'Académie de pharmacie. Celle de l'Agence mondiale antidopage (AMA) qui, dans son Code 2021, stipule qu'en cas de contrôles positifs à certaines substances récréatives, les sanctions pourront être réduites. Un non-sens sportif et sanitaire. L'Agence mondiale antidopage ne peut pas à la fois lutter contre le dopage et fermer les yeux sur l'usage par les sportifs de drogues dites « récréatives ». C'est en ces termes que l'Académie de pharmacie fait part de son indignation. Et on la comprend. « Le Code 2021 de l'Agence mondiale antidopage, entré en vigueur le 1^{er} janvier dernier, comprend une nouvelle catégorie spécifique, dite de « substances d'abus », incluant des drogues « récréatives » comme la cocaïne, l'héroïne, l'ecstasy et le cannabis », explique l'Académie. « Désormais (. . .) en cas de contrôles positifs à ces substances, les sanctions pourront être réduites, passant de quatre ans de suspension à trois mois si le sportif peut prouver que l'utilisation s'est produite hors compétition et sans intention d'améliorer la performance sportive. Elles pourront même être réduites à un mois si l'athlète concerné « suit un programme de réhabilitation » ... dont les modalités de contrôle ne sont pas précisées. »

Silence radio sportif et médiatique

L'AMA transgresse un des principes majeurs qui ont présidé à sa création en 1999. A savoir que la liste des méthodes ou substances interdites, régulièrement actualisée, est établie non seulement en vue de maintenir l'équité entre les sportifs, mais aussi pour garantir l'intégrité de leur santé. Ici, la seconde composante passe à l'as. « L'AMA ne respecte plus l'intégrité de la santé des sportifs en ne tenant pas compte des dégâts causés par l'usage des drogues dites récréatives », continue l'Académie. « Elle feint d'ignorer que ces drogues addictives, même prises hors compétition, faussent les performances. Elle ne peut plus prétendre incarner l'éthique sportive sans garantir la protection d'un sport propre. »

S'étonnant du manque de réactions des mondes sportif et de la santé, l'Académie demande « le rétablissement du barème des sanctions antérieures pour préserver la santé des sportifs, garantir l'équité dans les compétitions, maintenir les valeurs du sport, ne pas encourager le dopage en J., facilitant sa collusion avec les toxicomanies qui sont des facteurs majeurs de violence, de trafics et de criminalité. »

[Source : Académie de pharmacie, 12 avril 2021 – relayé par Destinationsante.com]

Jean-François Lamour (Français), ministre de la Jeunesse et des Sports de 2004 à 2007 : « Je ne souhaite pas devenir le président d'une Agence mondiale antidopage qui n'a pas de vision claire rectiligne de sa mission et qui ne peut supporter les pressions extérieures. Une agence prestataire de services que l'on sonne pour venir à des colloques ou des campagnes de sensibilisation, ça n'a qu'un intérêt très limité. J'aurais aimé que l'AMA soit un vrai gendarme dans la lutte antidopage mais elle n'en prend pas le chemin... »

[Paris-Match, 06.12.2007]

Marc Madiot (Français), président de la Ligue nationale de cyclisme de 2008 à 2020

❶ SALBUTAMOL - Le problème ce n'est pas Chris Froome mais l'AMA

C'est Marc Madiot, le président de la Ligue nationale de cyclisme français, qui met en cause l'AMA comme responsable du pataquès sur le seuil limite de salbutamol à 1 000 ng/ml.

Pour lui, il s'agit moins de fustiger le Britannique que l'Agence mondiale antidopage, qui a bien mal géré cet imbroglio juridico-sportif qui le laisse atterré : « Je suis né dans une famille catholique mais aujourd'hui je n'ai plus foi en l'AMA » avait-il lancé en apprenant la nouvelle. Il s'en explique : « A intervalles réguliers, le Tour en prend plein la gueule. Pour autant, ce n'est pas Froome le

problème, c'est l'AMA (...) ça me gonfle, on s'est trimballé un problème pendant neuf mois, tout ça pour s'entendre dire, à la veille du Tour, que Froome est blanchi. On nous prend vraiment pour des cons ! En septembre, je vais créer une sorte d'académie à Besançon pour de jeunes aspirants professionnels. Mais moi, quel discours, quelle éducation je vais pouvoir leur donner à ces jeunes ? Je vais devoir leur dire la dose maximale de salbutamol autorisée est de 1 000 nanogrammes, mais si vous en avez 2 000 dans vos analyses, ce n'est pas grave et puis si vous avez de l'argent, ne vous inquiétez pas, vous serez blanchi. »



Marc Madiot, ancien cycliste professionnel de 1980 à 1994 ; manager de l'équipe FDJ-Groupama depuis 1997 ; président de la Ligue nationale de 2008 à 2020

🕒 **AMA - 'Elle nous prend pour des cons'**

En reconnaissant que son test sur le salbutamol n'était pas fiable, ce test qui a jadis condamné Alessandro Petacchi et Diego Ulissi, l'AMA installe le doute sur sa crédibilité

Selon Madiot : *« Et c'est terrible car on n'avance pas. Et le pire, ce qui me gêne, c'est que cette fois le malaise n'est pas né d'une intervention de la police comme on en a connu pendant l'affaire Festina par exemple en 1998. Là c'est l'AMA à qui nous crions au secours, l'AMA censée réguler notre sport et donc régler le problème, qui nous plante, alors oui, j'ai perdu foi en cet organisme. »*

Edwin Moses (Usa), ancien athlète ; président du conseil d'administration de l'USADA



Edwin Moses, athlète américain de haut niveau de 1976 à 1988 ; double champion olympique du 400 m haies en 1976 et 1984

ANTIDOPAGE

Moses accuse l'AMA

L'ancien champion olympique du 400 m haies Edwin Moses devenu président du conseil d'administration de l'Agence américaine antidopage, a raconté hier dans un journal australien comment les instances de l'Agence mondiale antidopage (AMA) lui avaient ordonné de « se taire » lors d'une récente réunion et a déploré « l'atmosphère hostile » qui règne au sein de l'organisation. Ces propos suivent ceux de Beckie Scott, présidente du comité des athlètes de l'AMA, qui a également affirmé avoir été « intimidée » par des cadres de l'instance quand elle s'était opposée à la réhabilitation de l'agence russe antidopage Rusada. « Cela pourrait paraître insultant si ce n'était surtout déconcertant : pourquoi des personnes qui prétendent représenter un sport propre essayent-elles de museler les interventions d'autres personnes avec lesquelles elles sont en désaccord ? » a ajouté Moses. L'AMA n'a pas pu être jointe dans l'immédiat, mais a nié dans un communiqué à la BBC avoir demandé le silence du double champion olympique.

L'Equipe, 20.10.2018

Le MPCC (France) demande la démission du président de l'AMA

Le MPCC demande la démission du président de l'AMA

À l'issue de son assemblée générale, hier, à Paris, le Mouvement pour un cyclisme crédible (MPCC) a adressé une lettre ouverte à l'Agence mondiale antidopage (AMA) et demandé la démission de son président, le Britannique Craig Reedie. Le Mouvement reproche notamment à l'AMA de ne pas avoir ajouté le tramadol dans sa liste des substances interdites, publiée le 1^{er} octobre. Le MPCC demande « l'interdiction de l'utilisation de cette substance en compétition pour des enjeux éthiques (amélioration de la performance), mais aussi de sécurité et de santé des athlètes ». Il reproche également à l'AMA sa gestion du cas Froome. « Le MPCC regrette que les sanctions et les procédures ne soient pas appliquées de la même manière pour tous, ce qui est dévastateur pour la crédibilité du sport, pour l'AMA elle-même, mais aussi pour la confiance que lui portent les athlètes », dit la lettre.

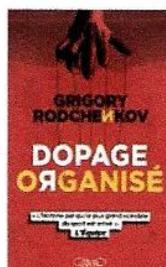
L'Equipe, 25.10.2018

Grigory Rodchenkov (Russe), patron du laboratoire "antidopage" de Moscou et de Sochi de 2005 à 2015 :

« Je me souviens du réel dégoût que m'inspiraient les mesquineries de l'AMA en matière de contrôle antidopage. Ses membres passaient tout leur temps à faire semblant de s'inquiéter des 1% de tests positifs qu'ils recevaient des laboratoires alors qu'ils savaient pertinemment que 30 à 40% des concurrents se dopaient dans des sports comme l'athlétisme (...) **L'agence militait pour un sport propre mais n'avait aucune volonté d'agir.** Ce n'est pas moi qui allais m'en plaindre ! » (.../...)

Pour le grand public, en 2004, l'AMA bombait le torse en proclamant sa victoire prochaine dans la croisade contre le dopage et son président, Dick Pound, assurait à qui voulait l'entendre que « la probabilité de se faire prendre augmente de jour en jour ». Je me souviens des slogans qu'il proférait à longueur de temps, comme « le message est passé » ou « l'étau se referme autour de ceux qui seraient tentés de tricher ». Et cela me faisait bien marrer. Il ne mâchait pas ses mots, mais à la manière d'un shérif grande gueule dans un western de série B. A titre d'exemple, l'AMA se vantait de pouvoir, grâce nouvelle méthode de détection de l'HGH (hormone de croissance), déceler sa présence dans l'organisme d'un athlète jusqu'à 84 jours avant les Jeux. **Dans les faits, cette méthodologie était si peu fiable** qu'elle parvenait à peine à en découvrir des doses énormes administrées dans les 24 heures, ne parlons pas de 84 jours ! Après dix ans sans la moindre amélioration, ces tests anti-HGH furent abandonnés avant les Jeux de Sochi. »

[in « Dopage organisé ». – Paris, éd. Michel Lafon, 2021. – 333 p (pp 97-98 et 185-186)]



« Dopage organisé ». – Paris, éd. Michel Lafon, 2021. – 333 p

Hajo Seppelt (Allemand), journaliste d'investigation ; collaborateur de la chaîne de télévision allemande *ARD* qui a diffusé le 03 décembre 2014 un document révélant le dopage institutionnel organisé par l'état russe.

Témoignage de Grigory Rodchenkov, patron du laboratoire "antidopage" de Moscou de 2005 à 2015 : « Hajo Seppelt couvrait assidûment la question du dopage international et, bien qu'il feignît l'attitude détachée de celui qui ne sait pas trop ce qu'il cherche, Hajo était en réalité très méthodique et au fait de l'actualité. **Hajo méprisait l'AMA qu'il considérait comme une usine à gaz,** ce en quoi nous étions d'accord. Son compatriote Thomas Bach, ancien champion olympique en escrime, était le nouveau président du CIO mais Hajo n'en était pas vraiment fan non plus. »
[in « Dopage organisé ». – Paris, éd. Michel Lafon, 2021. – 333 p (p 217)]



**Hajo Seppelt, journaliste d'investigation allemand ;
auteur du document télévisé sur le dopage d'état en Russie**

Travis Tygart (Usa), président depuis septembre 2007 de l'Agence antidopage américaine (Usada). C'est lui qui a fait "tomber" Lance Armstrong

Un rapport de la Maison Blanche recommande de quitter l'Agence mondiale antidopage si cette dernière n'entreprend pas de profondes réformes.

L'Agence antidopage américaine [USADA] a dévoilé le 24 juin 2020 le contenu d'un rapport rédigé par un cabinet de la présidence des Etats-Unis, lequel recommande au Congrès (le parlement américain) d'envisager de stopper l'aide financière à l'AMA, l'Agence mondiale antidopage.

L'ONDCP (*Office of National Drug Control Policy*), un des organes qui composent le Bureau exécutif du président, est chargé de la politique de contrôle des drogues.

Il critique durement l'usage fait par l'AMA des deniers publics américains qui lui sont alloués chaque année. Selon Travis Tygart, le directeur de l'Usada : "Ce rapport constitue une accusation accablante mais très juste envers la gouvernance de l'AMA, qui a échoué dans sa mission de défense des athlètes propres."

[L'Equipe, 25.06.2020]



**Travis Tygart (Usa), avocat de formation ; président de l'Agence américaine antidopage depuis septembre 2007
et "tombeur" de Lance Armstrong en 2012**

Jim Walden (Usa), avocat américain de Grigory Rodchenkov l'ex-patron du labo antidopage de Moscou et lanceur d'alerte.

« L'avocat s'est félicité du contenu du rapport : **"Il révèle que l'AMA est au mieux incompétente lorsqu'il s'agit de combattre la corruption. Nous avons désespérément besoin de cette loi (le Rodchenkov act) pour permettre au ministère de la Justice de faire le boulot que l'AMA n'accomplit pas depuis des décennies..."** »

[L'Equipe, 25.06.2020]

Gerardo Werthein (Argentin), membre du comité olympique argentin :

« Malgré toutes les enquêtes, nous n'avons pas encore eu de réponse convenable à la question de savoir pourquoi l'AMA n'avait pas réagi à la situation en Russie plus tôt, vu qu'elle était au courant du problème de dopage depuis l'année 2010 au minimum. En outre, l'AMA a confirmé à plusieurs reprises que l'Agence russe antidopage satisfaisait à toutes les exigences et a accrédité de nouveau le laboratoire antidopage de Moscou avant les JO de Sotchi. »

[Sputnik France, 21.09.2016]